

Après avoir évoqué cette question avec plusieurs dirigeants tunisiens et responsables d'associations, Jean-Pierre Sueur a interpellé le ministre de l'Europe et des affaires étrangères sur les dangers que pourraient représenter, pour l'économie tunisienne, certaines clauses de l'« Accord de libre-échange complet et approfondi » (ALECA) actuellement en préparation entre l'Union européenne et la Tunisie.

>> [Lire la question écrite](#)